



AMBASSADE DE SUISSE
EN FRANCE

R.P. no. 14 - SO/md

Après la rupture

*Le chef de DL
Tra.*

Paris, le 13 février 1963.

CONFIDENTIEL

Monsieur F.T. Wahlen
Conseiller fédéral
Chef du Département politique
Berne

Monsieur le Conseiller fédéral,

1. Personne ne connaissait avec précision, avant le 14 janvier, les intentions du Président de la République à l'égard de la Grande-Bretagne et du Marché Commun. On ne connaît pas davantage, aujourd'hui, son opinion sur les conséquences de la rupture, sauf que celles-ci, d'après son propre jugement, ont été plus sérieuses qu'il ne pensait. Il est donc impossible d'avoir un reflet authentique de l'opinion qui existe sur la situation actuelle, là où la politique étrangère seule se fait. On est réduit à constater :

a) L'exclusion des Anglais du Marché Commun n'a pas déplu, ni choqué l'opinion. Elle n'est certes pas allée contre le sentiment populaire. Si quelque chose est allé contre le sentiment populaire, ce sont plutôt les "excès" et les démonstrations qui accompagnent les manifestations de la nouvelle amitié franco-allemande (nouvelle, parce que ce n'est plus l'Europe, mais le couple franco-allemand qui est en vedette). L'opinion publique veut bien de ce mariage de raison, mais elle ne veut pas qu'on en fasse un mariage de sentiment.



b) L'opposition systématique au régime critique l'isolement général dans lequel se trouve le pays sur le plan de la politique étrangère. Elle constate que les gouvernements, la presse et l'opinion des autres pays du Marché Commun, et des Etats-Unis, (pour ne pas parler du Royaume-Uni), jettent un blâme sur la France, qui brusque tout le monde et poursuit une politique au dessus de ses moyens. Mais il s'agit d'une opinion a priori.

Peu de personnes plaident vraiment le dossier de l'Angleterre. Tout le monde est convaincu que Londres n'est pas prête à accepter les conditions du Traité de Rome. Il est impossible de faire croire à quiconque en France ce qui paraît être une évidence à Bruxelles, Bonn et Rome : que les Anglais ne demandaient plus qu'une simple et courte période de transition pour s'adapter au système agricole des Six. Tout le monde est persuadé que les Anglais n'ont pas fait l'effort nécessaire.

c) Un petit nombre d'initiés (par exemple, les hauts fonctionnaires du Quai) jugent la situation avec plus de clairvoyance. On reconnaît, à condition que l'interlocuteur ait confiance en vous, qu'il est absurde de reprocher à l'Angleterre d'échanger des Skybolts contre des Polaris, alors que l'Allemagne accepte également les Polaris. Cela n'a pas empêché la signature du traité franco-allemand. Ce traité inopérant dès le début puisque, à Bruxelles comme à l'OTAN, l'Allemagne ne s'est pas rangée aux côtés de la France !

Les fonctionnaires initiés aux mystères de Bruxelles ne sont pas opposés, quant au fond, à l'exclusion de la Grande-Bretagne du Marché Commun. Cela pour laisser toutes ses chances à l'intégration économique et politique continentale, et compte tenu du fait que cinq ans de recherche d'une entente n'ont pas rapproché la psychologie des Français et des Anglais. Dans le privé, ils déplorent qu'on n'ait pas confié aux spécialistes (le Ministre des Affaires Etrangères et le premier négociateur français à Bruxelles, M. Wormser) le soin de faire échouer

la négociation sur des problèmes techniques. Le Royaume-Uni n'avait pas encore mis sur table les dernières concessions. L'opinion hésitait, le Gouvernement chancelait. Les "labourists" étaient contraires. Il y avait encore une partie à jouer, que le Ministre des Affaires Etrangères et M. Wormser auraient menée avec maestria si on les avait laissé faire.

Par la manière dont il s'est exprimé sur le Royaume-Uni (qui n'aurait pas de vocation européenne, qui est insulaire, qui aurait "trahi" l'Europe dans l'entretien de Nassau, le 20 décembre, en acceptant de substituer les fusées Polaris aux fusées Skybolt), en "contrant" ouvertement sur ce point important la politique américaine, l'Elysée aurait défié à la fois les Institutions de Bruxelles, les partenaires du Marché Commun, l'OTAN, et le Président Kennedy personnellement. La rupture des négociations aurait dû rester dans un cadre technique. Le défi aux Etats-Unis, l'humiliation du Royaume-Uni, et le mépris des petits partenaires n'étaient pas nécessaires pour montrer que la conversion de Londres au Traité de Rome n'était pas encore suffisante, (d'après les aveux de quelques hauts fonctionnaires). On ne cache guère que le Ministre des Affaires Etrangères et les négociateurs français auraient été très affectés par ce "finale maestoso", mais dramatique, qu'ils réputent inutile et malfaisant.

En particulier, le Ministre des Affaires Etrangères et les négociateurs français avaient réussi, depuis des années, à ne pas trop se séparer, sur les problèmes du Marché Commun, de l'opinion "européenne" et des cercles américains. L'intervention du Général a désormais consacré le divorce entre la position française et l'important courant européen qui avait jusqu'ici épaulé la France, gardienne des traités, en Europe comme en Amérique. Il n'est pas indifférent d'avoir perdu le soutien de M. Jean Monnet et de ses amis, de MM. Dillon, George Ball, des frères Rockefeller, de M. McCloy, etc.

- 4 -

Personne ne doute néanmoins que le Marché Commun ne finira par reprendre son développement à Six. Aucun des partenaires n'a intérêt à ne pas maintenir ce qui existe. L'intégration économique continuera.

Mais l'intégration économique n'était pas considérée comme une fin en soi. Or les rapports entre Bruxelles, La Haye et Rome, d'une part, Paris, d'autre part, n'ont jamais été aussi froids. L'Italie, en particulier, a protesté soit contre la forme même donnée à la position française par la conférence de presse, et la position des négociateurs français à Bruxelles; soit contre l'accord franco-allemand du 22 janvier, considéré contraire à l'esprit européen et aux débuts de la coopération politique à Six.

2. Les fonctionnaires du Quai, comme tout le monde, se posent la question de savoir pourquoi le Général aurait décidé d'assumer, par sa conférence de presse et par les instructions imparties aux négociateurs français à Bruxelles, une attitude aussi outrancière.

Les fonctionnaires qui restent dans une attitude avant tout loyaliste et veulent couvrir les positions de l'Elysée, parlent de la "trahison" de Nassau. La réunion anglo-américaine des Bahamas aurait été le "test" pour la vocation européenne, ou non européenne, du Royaume-Uni. Dans les conversations de Gaulle/Macmillan, de juin 1962 à Champs, et des 15/16 décembre à Rambouillet, les problèmes atomiques et la défense autonome de l'Europe auraient pris une très grande place. M. Macmillan ne pouvait ignorer que le Général de Gaulle en faisait un test d'après lequel il voulait juger si le Royaume-Uni choisissait l'Europe, ou sa position insulaire et ses rapports particuliers avec les Etats-Unis. C'est là la version officielle.

Ces mêmes fonctionnaires demandent qu'on ne dramatise pas la situation, Ils assurent que, le moment venu, on trouvera des solutions de rechange. Il est de fait (on me le confirme) que le Ministre des Affaires Etrangères a prié ses

services économiques d'étudier une formule d'association, concernant le Royaume-Uni seul. Il pourrait s'agir d'une zone de libre échange industrielle, ou d'une union douanière, industrielle, sans participation aux Institutions. Ce serait une formule purement commerciale. Les fonctionnaires, qui en sont chargés, ne cachent pas qu'ils sont extrêmement sceptiques.

Ce sont les mêmes qui, depuis 1958, ont professé à Paris et à Bruxelles que le "libre échange" est un crime économique et politique, que l'Union douanière n'est pas viable sans des disciplines communes. Mais le Général ne se soucie pas de la philosophie des techniciens. Il s'agit pour lui de paraître apporter un certain apaisement à un problème dont l'aspect politique l'intéresse surtout. Tout serait d'ailleurs pour lui acceptable, pourvu que l'Angleterre n'aspire pas à entrer dans une institution politique. Il a pris une réassurance en créant le bilatéralisme franco-allemand, fermé par définition à la Grande-Bretagne. Il pourrait accepter à la rigueur une association commerciale sans participation aux Institutions des Six, parce qu'en principe un retour des Six à l'Union politique, envisagée jusqu'à la rupture du Comité Cattani, reste possible, et il veut qu'on soit Six et non Sept.

Le Gouverneur de la Banque de France pense aussi qu'il y aura une association commerciale (pour le Royaume-Uni seul). Jusqu'à ce jour (le 12 février), il n'a reçu aucune indication gouvernementale, selon laquelle la Banque aurait à modifier la politique suivie jusqu'ici, tendant à ménager le dollar. Après la conférence de presse du 14 janvier, il n'a plus osé proposer à l'Elysée de reprendre la politique de remboursement anticipé des dettes françaises vis-à-vis des Etats-Unis, qui a précisément pour but de renforcer le dollar ... Des nouvelles initiatives dans cette direction, venues de la Banque, lui semblent désormais déplacées.

Quelles que soient les velléités (tactiques) d'association, la rupture est bien définitive. Elle marque le cha-

pitre initial d'une nouvelle politique française, sur le Continent et au-delà. Elle constitue le premier palier de la future action internationale du Général. Il faudrait beaucoup de naïveté, à mon sens, pour croire qu'il peut y avoir un infléchissement dans la politique française sur ce sujet capital, qui est, par l'exclusion des Anglo-saxons, le fondement de la politique à suivre.

3. D'après un haut fonctionnaire du Quai (porté à une analyse objective), la politique du Général, depuis longtemps, en fait depuis toujours, vise à restreindre le rôle (exagéré d'après lui) des Anglo-saxons dans la politique, et dans les organisations internationales. Leur dangereux désir d'un compromis à tout prix au sujet de Berlin, des problèmes allemands, et des relations Est-Ouest; la renaissance économique de l'Europe, sensible dans le domaine monétaire et commercial; le renforcement de la France qui, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, n'a pas une guerre sur les bras, le renforcent dans ces vues. Après son succès électoral d'octobre 1962, avec un Parlement à son obéissance, il vise à une politique ambitieuse.

Elle consiste à reprendre en main, par l'Europe des Six ou par l'entente franco-allemande, des positions d'influence dans le Continent, en Afrique, en Amérique latine, et même au Japon. Il ne doit plus y avoir, dans le monde libre, identité entre politique occidentale et politique américaine.

Ce but ne peut être atteint avec l'Angleterre, parce que l'Angleterre n'est pas en mesure et n'a guère été tentée, depuis la guerre, de résister aux pressions américaines. Son mode de penser est d'ailleurs plus proche (d'après l'Elysée) des conceptions américaines que des conceptions continentales.

Le seul élément qui freine la France dans l'exercice de son in-./

fluence dans le monde, est l'insuffisance de sa panoplie atomique. Celle-ci ne peut être complétée rapidement et à un prix abordable que si les Etats-Unis cèdent à la France les derniers résultats de leurs recherches en matière de fusées et de bombes thermo-nucléaires. Cet objectif ambitieux ne peut évidemment pas être obtenu par des méthodes de douceur. Mais on peut essayer d'y contraindre les Américains (lorsqu'on connaît leur psychologie) si on arrive à les "contrer" avec un certain résultat dans tous les domaines auxquels ils sont sensibles. C'est précisément le but de la politique actuelle du Général (même si les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay remplissent normalement leur rôle en atténuant et en voilant cette politique).

En réalité, qu'il s'agisse de l'intégration militaire au sein de l'OTAN; de l'arme multilatérale de dissuasion; des futures négociations au GATT découlant du Trade Expansion Act; de la Conférence de Genève sur les tests nucléaires; du désarmement; des Nations Unies; ou de la position du Royaume-Uni face au Marché Commun, on connaît la politique française, si on imagine qu'elle est aux antipodes de celle des Etats-Unis. En paralysant ainsi, par la non participation ou par des veto, dans tous les domaines, la politique extérieure américaine, l'Elysée pense (connaissant la mentalité de ses partenaires) parvenue au stade où l'Américain, bon joueur et constructif, se demande s'il ne vaut pas mieux payer le prix demandé plutôt que de voir toutes voies bouchées. Cela non seulement parce que des voies bouchées sont gênantes pour un gouvernement dynamique et appliqué ; mais surtout parce que le caractère américain porte à l'action et à la conclusion, quel que soit le prix. L'ensemble du jeu diplomatique de l'Elysée serait un envol d'enchères en direction de Washington, à qui il ne reste que se résigner ou payer.

4. Sur un point intéressant, le début du "grand jeu", commencé le 14 janvier, n'a pas évolué tel qu'il était imaginé. Un volant de ce "grand jeu", destiné à impressionner les Américains, devait être ./.

(ainsi qu'on l'a déjà fait en 1944 et 1945) de reprendre une ligne de politique autonome vis-à-vis de l'URSS. Ce réchauffement de l'atmosphère en direction de Moscou ne signifie un renversement des alliances que pour des personnes de peu d'imagination. Mais une certaine dose d'imagination devait permettre de faire quelques tours de valse avec la Russie. Ce jeu, qui allait s'esquisser par des visites officielles et des manifestations culturelles, a été paralysé avant qu'il soit né, par la signature du traité franco-allemand, un volet de la politique gaulliste qui a eu aussi un résultat dépassant les expectatives.

Le lendemain des discussions orageuses de Bruxelles et des premières et violentes réactions américaines, M. Vinogradov se rendait à l'Elysée. On pouvait croire que le tour de valse commençait. Mais, quelques jours après, l'Ambassade de l'URSS publiait un curieux communiqué, d'où il résultait que, contrairement aux interprétations diffusées à Paris, l'initiative de cette visite n'était pas venue du côté russe. Curieuse manière d'enlever toute portée politique à une visite qui, du côté français, était précisément destinée à en avoir!

Peu après, une violente note soviétique était remise au Quai d'Orsay, protestant contre le traité franco-allemand, notamment en ce qu'il allait entraîner la dissémination des armes nucléaires. La note reprenait presque (me dit un expert) les termes mêmes des messages et déclarations de M. Kennedy, sur la nécessité de la non dissémination.

Quelques temps après, un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay était invité à l'Ambassade d'un pays satellite, où l'Ambassadeur lui déclarait, avec toute la netteté souhaitable:

a) Le communiqué de l'Ambassade soviétique au sujet de l'initiative de la visite de M. Vinogradov n'avait paru qu'une semaine après cette visite, parce qu'il avait été décidé, et rédigé par les instances les plus hautes au Kremlin.

b) Si le Général avait compté donner le départ à une politique nouvelle vis-à-vis de l'URSS, cette initiative "venait

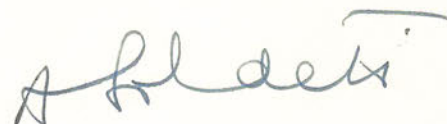
trop tard".

c) Finalement, l'Ambassadeur ajoutait qu'aucun intérêt ne primait en URSS celui d'assurer, d'accord avec les Etats-Unis, la non dissémination des armes atomiques, particulièrement en direction de l'Allemagne. Il était tout à fait inutile d'essayer de jeter un coin dans les rapports russo-américains sur ce point. Dans cette affaire capitale, M. Khrouchtchev était aux côtés de M. Kennedy.

L'interlocuteur français demanda alors pourquoi l'URSS avait disséminé des armes atomiques en mains cubaines. Réponse curieuse de l'Ambassadeur : "Vous n'avez pas compris ? C'était la seule manière pour l'URSS de faire toucher du doigt aux Américains le danger qu'il y a à disperser à gauche et à droite (comme ils le font, et comme on pourra le faire demain avec l'Allemagne) des armes atomiques. Désormais, ils ont compris."

Cette conversation avait lieu peu de temps après l'éloignement des fusées Jupiter des bases turques et italiennes. Du coup, le projet d'invitation à Paris du Praesidium du Parlement soviétique a été décommandé, et le réchauffement de l'amitié franco-russe semble renvoyé à d'autres temps.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.



A. SOLDATI.